

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 2851

[C — 2003/27625]

**19 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la redevance de raccordement au réseau électrique et au réseau gazier**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 39 à 43;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 28 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.048/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « décret » : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2° « fournisseurs » : les fournisseurs de gaz ou d'électricité chargés de la perception de la redevance conformément à l'article 42 du décret;

3° « redevance » : la redevance de raccordement visée à l'article 40 du décret.

CHAPITRE II. — Taux de la redevance**Art. 2.** Le taux de la redevance de raccordement au réseau électrique visée à l'article 40, § 1^{er}, 1°, est fixé comme suit :

1° de 0 à 100 kWh : 0,075 euro;

2° pour les kWh suivants à charge :

— des clients « basse tension » : 0,00075 euro/kWh;

— des clients « haute tension » ayant une consommation annuelle inférieure à 10 GWh : 0,0006 euro/kWh;

— des clients « haute tension » ayant une consommation annuelle supérieure ou égale à 10 GWh : 0,0003 euro/kWh.

Le taux de la redevance de raccordement au réseau gazier visée à l'article 40, § 1^{er}, 2°, est fixé comme suit :

1° de 0 à 100 kWh : 0,0075;

2° pour les kWh suivants à charge :

— des clients dont la consommation annuelle est inférieure à 1 GWh : 0,000075 euro/kWh;

— des clients dont la consommation annuelle est inférieure à 10 GWh : 0,00006 euro/kWh;

— des clients dont la consommation annuelle est supérieure ou égale à 10 GWh : 0,00003 euro/kWh.

CHAPITRE III. — Registres et paiement de la redevance**Art. 3. § 1^{er}.** La perception de la redevance par le fournisseur est liée à la facture établie en fonction du relevé du compteur du client.

Les fournisseurs conservent pendant deux ans les registres suivants :

1° un registre des clients finals redevables reliés à leur réseau ou connecté à une ligne ou conduite directe;

2° un registre des avis de paiement de la redevance émis par année civile;

3° un registre des redevances payées;

4° un registre des redevances impayées qui reçoit mensuellement les redevances restant dues en tout ou en partie à l'expiration d'un délai de nonante jours prenant cours à la date d'envoi de l'avis de paiement.

Ces registres peuvent être constitués sous forme de base de données informatisées.

§ 2. Les fournisseurs sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par l'Administration, par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire chargé de cette fonction, ou par le fonctionnaire chargé du recouvrement, de leur communiquer sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire au contrôle de la bonne exécution des obligations résultant des dispositions du décret relatives à la redevance ou du présent arrêté. Sans préjudice du droit de l'Administration, de l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne ou du fonctionnaire chargé de cette fonction ou du fonctionnaire chargé du recouvrement, de demander des renseignements verbaux, tout fournisseur est tenu, lorsqu'il en est requis, de leur fournir, par écrit ou sur tout support dont les spécifications sont définies par les Ministres ayant le Budget et l'Energie dans leurs attributions, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé.**Art. 4. § 1^{er}.** Au plus tard le trentième jour du mois qui suit chaque trimestre de l'année civile, les fournisseurs versent au fonctionnaire chargé du recouvrement le montant total des redevances perçues pendant le trimestre considéré.

A l'appui de chaque versement, ils font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement à la même date un extrait du registre des redevances payées couvrant le trimestre considéré.

Sans préjudice du § 3, alinéa 1^{er}, les fournisseurs ne peuvent restituer le montant de la redevance aux redevables, ni les exempter de son paiement.

§ 2. Les fournisseurs mentionnent la redevance sur tous les rappels adressés au redevable avant l'expiration du délai fixé à l'article 3, § 1^{er}, 4^o.

Ils font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement, au plus tard le 20^e jour de chaque mois, un extrait mensuel du registre des redevances impayées arrêté au dernier jour du mois qui précède celui de l'envoi.

Sans préjudice de l'alinéa 4, le fonctionnaire chargé du recouvrement assure le recouvrement des redevances impayées.

Le montant total des redevances impayées perçues ultérieurement par chaque fournisseur est versé mensuellement au fonctionnaire chargé du recouvrement.

A l'appui de chaque versement, les fournisseurs font parvenir au fonctionnaire chargé du recouvrement un extrait du registre des redevances impayées couvrant le mois considéré, limité aux redevables pour lesquels les fournisseurs opèrent versement et comprenant, en outre, les dates de perception, ou à défaut, les dates d'imputation.

Le versement visé à l'alinéa précédent ne peut en aucun cas se confondre à celui visé au § 1^{er}.

§ 3. Sauf lorsqu'il s'agit de redevances impayées à l'expiration du délai fixé à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, les fournisseurs sont autorisés à percevoir ou rembourser les majorations ou diminutions de la redevance consécutives à la rectification d'une erreur dans la détermination du volume annuel d'électricité ou de gaz fourni.

Pour les redevances impayées, les fournisseurs établissent une nouvelle facture ou note de crédit et font parvenir mensuellement au fonctionnaire chargé du recouvrement un extrait du registre des redevances impayées couvrant le mois précédent l'envoi, limité aux redevables pour lesquels une rectification a été opérée.

Le fonctionnaire chargé du recouvrement procède à la perception ou au remboursement de l'indu.

Les extraits des registres des redevances payées et impayées transmis en vertu des §§ 1^{er} et 2 comportent le détail des opérations visées au présent paragraphe respectivement pour le trimestre et pour le mois considérés.

Art. 5. Les extraits et documents que le fournisseur est tenu de faire parvenir à l'Administration ou au fonctionnaire chargé du recouvrement sont établis sur support informatique, sauf dérogation accordée par l'Administration ou l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie.

CHAPITRE IV. — *Recouvrement*

Art. 6. Lorsque le redevable n'a pas payé la redevance dans les délais et formes prévus par le présent arrêté, le fonctionnaire chargé du recouvrement procèdera au recouvrement de la redevance impayée conformément aux articles 35 à 57 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

Art. 7. Les paiements des fournisseurs produisent leurs effets à la date de valeur de l'extrait de compte du fonctionnaire chargé du recouvrement portant crédit du montant versé.

Il est dû, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux légal prenant cours le lendemain du jour de l'échéance.

CHAPITRE V. — *Dispositions diverses*

Art. 8. Les Ministres ayant le Budget et l'Energie dans leurs attributions définissent les spécifications techniques et modalités de transfert des fichiers visés à l'article 5 ainsi que les formes, contenus et supports des registres, livres et extraits visés au présent arrêté.

Art. 9. Sans préjudice des articles 40 à 42 du décret, la redevance est payable en mains au fonctionnaire chargé du recouvrement.

Art. 10. § 1^{er}. La redevance doit être payée au moyen :

1° d'un versement ou d'un virement effectué sur le compte courant du fonctionnaire chargé du recouvrement ou du fournisseur lorsqu'il est chargé de la perception;

2° d'un mandat de poste au profit du fonctionnaire chargé du recouvrement ou du fournisseur lorsqu'il est chargé de la perception;

§ 2. A défaut d'employer la formule de paiement qui lui a été adressée par l'avertissement-extrait de rôle ou l'avis de paiement, le redevable doit reproduire, sur la formule de paiement qu'il utilise, la communication structurée permettant d'identifier la taxe payée.

§ 3. Font foi du paiement, sauf preuve contraire :

1° en ce qui concerne les versements et les mandats de poste, les accusés de réception datés par La Poste;

2° en ce qui concerne les virements, les extraits de compte et les annexes y relatives.

Lorsque le Ministre autorise un autre mode de paiement, il en détermine les éléments probants.

Art. 11. Le paiement de la taxe produit ses effets :

1° pour les paiements effectués dans un bureau de poste, soit par versement, soit par mandat à la date indiquée par La Poste;

2° pour les paiements effectués entre les mains d'un huissier de justice et les produits de saisie, à la date de la remise des fonds entre les mains de l'huissier de justice;

3° pour les virements, à la date de l'extrait de compte du fonctionnaire chargé du recouvrement portant crédit du paiement;

4° pour les paiements effectués auprès d'un fournisseur, à la date de l'extrait de compte de ce dernier.

Le Ministre détermine la date à laquelle le paiement sort ses effets lorsqu'il autorise un autre mode de paiement.

Art. 12. Les dispositions des articles 15 à 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes sont d'application.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre du Budget ainsi que le Ministre de l'Energie sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2003.

Le Ministre-Président,
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité, et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2851

[C — 2003/27625]

**19. JUNI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gebühr für den Anschluss
an das Elektrizitätsnetz und Gasnetz**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 39 bis 43;

Aufgrund des am 26. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) vom 28. Mai 2003;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 17. April 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 35.048/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Lieferanten": die mit der Erhebung der Gebühr gemäß Artikel 42 des Dekrets beauftragten Gas- oder Elektrizitätslieferanten;

3° "Gebühr": die in Artikel 40 des Dekrets erwähnte Anschlussgebühr.

KAPITEL II — *Gebührenrate*

Art. 2 - Die Rate der Gebühr für den Anschluss an das in Artikel 40, § 1, 1° erwähnte Elektrizitätsnetz wird folgendermaßen festgesetzt:

1° zwischen 0 und 100 kWh: 0,075 Euro;

2° für die nächsten kWh zu Lasten:

— der Niedrigspannungskunden: 0,00075 Euro/kWh;

— der Hochspannungskunden mit einem Jahresverbrauch von weniger als 10 GWh: 0,0006 Euro/kWh;

— der Hochspannungskunden mit einem Jahresverbrauch von 10 GWh oder mehr: 0,0003 Euro/kWh.

Die Rate der Gebühr für den Anschluss an das in Artikel 40, § 1, 2° erwähnte Gasnetz wird folgendermaßen festgesetzt:

1° zwischen 0 und 100 kWh: 0,0075 Euro;

2° für die nächsten kWh zu Lasten:

— der Kunden, deren Jahresverbrauch unter 1 GWh liegt: 0,000075 Euro/kWh;

— der Kunden, deren Jahresverbrauch unter 10 GWh liegt: 0,00006 Euro/kWh;

— der Kunden, deren Jahresverbrauch mindestens 10 GWh beträgt: 0,00003 Euro/kWh.

KAPITEL III — Register und Zahlung der Gebühr

Art. 3 - § 1. Die Erhebung der Gebühr durch den Lieferanten ist mit der aufgrund des Zählerstands des Kunden erstellten Rechnung verbunden.

Die Lieferanten bewahren zwei Jahren lang folgende Register auf:

1° ein Register der gebührenpflichtigen Endverbraucher, die an ihr Netz oder an eine direkte Elektrizitäts- oder Gasleitung angeschlossen sind;

2° ein Register der Zahlungsaufforderungen der Gebühr nach Kalenderjahr;

3° ein Register der gezahlten Gebühren;

4° ein Register der nicht bezahlten Gebühren, in dem monatlich die Gebühren eingetragen werden, die vollständig oder teilweise nach Ablauf einer Frist von neunzig Tagen ab dem Einsendedatum der Zahlungsaufforderung noch ausstehen.

Diese Register können in der Form einer informatisierten Datenbank gehalten werden.

§ 2. Wenn die Verwaltung, der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region oder der damit beauftragte Beamte bzw. der mit der Beitreibung beauftragte Beamte es von ihnen verlangen, müssen die Lieferanten ihnen an Ort und Stelle zwecks Überprüfung jede Unterlage übermitteln, die zur Kontrolle der Einhaltung der sich aus den Bestimmungen des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses ergebenden Verpflichtungen notwendig ist. Unbeschadet des Rechts der Verwaltung, des Generalinspektors der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region oder des damit beauftragten Beamten bzw. des mit der Beitreibung beauftragten Beamten, auch mündliche Auskünfte einzuhören, muss jeder Lieferant ihnen auf deren Anfrage hin schriftlich oder auf irgendwelchem Träger, dessen Eigenschaften von den für den Haushalt und die Energie zuständigen Ministern bestimmt werden, jegliche angeforderte Auskunft innerhalb des Monats der Anfrage erteilen.

Art. 4 - § 1. Spätestens am dreißigsten Tag des Monats, der auf jedes Quartal des Kalenderjahres folgt, zahlen die Lieferanten bei dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten den Gesamtbetrag der im betroffenen Quartal erhobenen Gebühren ein.

Zur Bekräftigung jeder Einzahlung übermitteln sie am selben Tag dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten einen Auszug aus dem Register der gezahlten Gebühren in Bezug auf das betroffene Quartal.

Unbeschadet von § 3, Absatz 1 dürfen die Lieferanten weder den Gebührenpflichtigen den Betrag der Gebühr zurückzuerstatten, noch diese von deren Zahlung befreien.

§ 2. Die Lieferanten erwähnen die Gebühr auf jedem vor Ablauf der in Artikel 3 § 1, 4° festgelegten Frist an den Gebührenpflichtigen gerichteten Erinnerungsschreiben.

Sie übermitteln dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten spätestens am 20^{ten} Tag eines jeden Monats einen Auszug aus dem am letzten Tag des Monats vor dem Monat der Einsendung abgeschlossenen Register der nicht bezahlten Gebühren.

Unbeschadet von Absatz 4 gewährleistet der mit der Beitreibung beauftragte Beamte die Beitreibung der nicht bezahlten Gebühren.

Der Gesamtbetrag der nicht bezahlten Gebühren, die von jedem Lieferanten nachträglich erhoben worden sind, wird zugunsten des mit der Beitreibung beauftragten Beamten wöchentlich eingezahlt.

Zur Bekräftigung jeder Einzahlung übermitteln die Lieferanten dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten einen Auszug aus dem Register der nicht bezahlten Gebühren für die betreffende Woche. Dieser Auszug bezieht sich nur auf die Gebührenpflichtigen, für welche die Lieferanten die Einzahlung vornehmen, und gibt außerdem das Datum der Erhebung oder mangels dessen das Datum der Anrechnung an.

Die im vorigen Absatz erwähnte Einzahlung muss sich auf jeden Fall deutlich von der in § 1 erwähnten Einzahlung unterscheiden.

§ 3. Außer wenn es sich um nach Ablauf der in Artikel 3 § 1, 4° festgelegten Frist noch ausstehende Gebühren handelt, sind die Lieferanten befugt, die Erhöhungen bzw. Verminderungen der Gebühr infolge der Berichtigung einer irrtümlichen Bestimmung des gelieferten jährlichen Elektrizitäts- oder Gasvolumens zu beziehen bzw. zurückzuzahlen.

Für die nicht bezahlten Gebühren erstellen die Lieferanten eine neue Rechnung und übermitteln dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten monatlich einen Auszug aus dem Register der nicht bezahlten Gebühren bezüglich des Monats vor der Einsendung, der nur die Gebührenpflichtigen betrifft, für welche die Berichtigung vorgenommen worden ist.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte nimmt die Erhebung und die Rückzahlung der zuviel gezahlten Beträge vor.

Die aufgrund der §§ 1 und 2 übermittelten Auszüge aus dem Register der gezahlten und nicht bezahlten Gebühren beschreiben jeweils für das betreffende Quartal und den betreffenden Monat die ausführlichen, im vorliegenden Absatz erwähnten Maßnahmen.

Art. 5 - Die Auszüge und Unterlagen, die der Lieferant der Verwaltung oder dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten übermitteln muss, sind auf Datenträgern zu erstellen, außer wenn die Verwaltung oder der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung eine Abweichung gewährt.

KAPITEL IV — *Beitreibung*

Art. 6 - Wenn der Gebührenpflichtige die Gebühr nicht form- und fristgerecht im Sinne des vorliegenden Erlasses entrichtet hat, nimmt der mit der Beitreibung beauftragte Beamte die Beitreibung der nicht gezahlten Gebühr gemäß den Artikeln 35 bis 57 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vor.

Art. 7 - Die Zahlungen der Lieferanten werden wirksam am Wertstellungsdatum des Kontoauszugs des mit der Beitreibung beauftragten Beamten, an dem der eingezahlte Betrag gutgeschrieben wird.

Von Rechts wegen und ohne Mahnung wird ein Zins ab dem Tag nach dem Fälligkeitstermin geschuldet, wobei der Zinssatz der gesetzliche Zinssatz ist.

KAPITEL V — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 8 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich der Haushalt und die Energie gehören, bestimmen die technischen Spezifikationen und Übertragungsmodalitäten der in Artikel 5 erwähnten Dateien, sowie die Form, den Inhalt, und den Träger der jeweiligen Register, Bücher und Auszüge, die im vorliegenden Erlass erwähnt sind.

Art. 9 - Unbeschadet der Artikel 40 und 42 des Dekrets ist die Gebühr dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten zu zahlen.

Art. 10 - § 1. Die Gebühr ist folgenderweise zu zahlen:

1° mittels einer Einzahlung bzw. Überweisung auf das Girokonto des mit der Beitreibung beauftragten Beamten oder des Lieferanten, wenn dieser mit der Erhebung beauftragt ist;

2° mittels einer Postanweisung zugunsten des mit der Beitreibung beauftragten Beamten oder des Lieferanten, wenn dieser mit der Erhebung beauftragt ist.

§ 2. Wenn das mit dem Steuerbescheid der Heberolle oder der Zahlungsaufforderung geschickte Zahlungsformular nicht verwendet wird, muss der Gebührenpflichtige die strukturierte Verwendungszweckangabe zur Identifizierung der gezahlten Gebühr auf das benutzte Zahlungsformular eintragen.

§ 3. Solange das Gegenteil nicht erwiesen wird, gilt das Folgende als maßgebend für die Zahlung:

1° was die Einzahlungen und Postanweisungen betrifft, die mit dem Datum versehenen Empfangsbestätigungen der Post;

2° was die Überweisungen betrifft, die betreffenden Kontoauszüge und deren Anlagen.

Wenn der Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, welche Zahlungsbelege dafür maßgebend sind.

Art. 11 - Die Zahlung der Abgabe wird wirksam:

1° für die in einem Postamt entweder durch Einzahlung oder durch Anweisung getätigten Zahlungen, am Tag, der von der Post angegeben ist;

2° für die Zahlungen an den Gerichtsvollzieher und die Erträge der Pfändungen, das Datum, an dem der Gerichtsvollzieher die Gelder erhalten hat;

3° für die Überweisungen, das Datum des Kontoauszugs des mit der Beitreibung beauftragten Beamten, an dem die Zahlung gutgeschrieben worden ist.

4° für die bei dem Lieferanten getätigten Zahlungen, am Tag des Kontoauszugs des Lieferanten.

Wenn der Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, an welchem Datum die Zahlung wirksam wird.

Art. 12 - Die Bestimmungen der Artikel 15 bis 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben ist anwendbar.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 14 - Der Minister des Haushalts, sowie der Minister der Energie werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juni 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2851

[C — 2003/27625]

19 JUNI 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de retributie voor de aansluiting op het elektriciteitsnetwerk en op het gasnetwerk

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 39 tot 43;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 februari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 28 mei 2003;

Gelet de beraadslag van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 35.048/4 van de Raad van State, gegeven op 17 april 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslag,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « decreet » : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° « leveranciers » : de leveranciers van gas of elektriciteit belast met de inning van de retributie overeenkomstig artikel 42 van het decreet;

3° « retributie » : de aansluitingsretributie bedoeld in artikel 40 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — Bedrag van de retributie

Art. 2. Het bedrag van de retributie voor de aansluiting op het elektriciteitsnetwerk bedoeld in artikel 40, § 1, 1°, wordt berekend als volgt :

1° van 0 tot 100 kWu : 0,075 euro;

2° voor de volgende kWu ten laste van :

— de afnemers "laagspanning" : 0,00075 euro/kWu;

— de afnemers "hoogspanning" met een jaarlijks verbruik lager dan 10 Gwu : 0,0006 euro/kWu;

— de afnemers "hoogspanning" met een jaarlijks verbruik van 10 Gwu of meer : 0,0003 euro/kWu.

Het bedrag van de retributie voor de aansluiting op het gasnetwerk bedoeld in artikel 40, § 1, 2°, wordt berekend als volgt :

1° van 0 tot 100 kWu : 0,0075 euro;

2° voor de volgende kWu ten laste van :

— de afnemers met een jaarlijks verbruik lager dan 1 GWu : 0,000075 euro/kWu;

— de afnemers met een jaarlijks verbruik lager dan 10 Gwu : 0,00006 euro/kWu;

— de afnemers met een jaarlijks verbruik van 10 Gwu of meer : 0,00003 euro/kWu.

HOOFDSTUK III. — Registers en betaling van de retributie

Art. 3. § 1. De retributie wordt door de leverancier geïnd op grond van de factuur die na de opmeting van de meter van de klant opgemaakt wordt.

De leveranciers bewaren gedurende twee jaar de volgende registers :

1° een register van de belastingplichtige eindafnemers verbonden met hun net of aangesloten op een directe lijn of leiding;

2° een register van de per kalenderjaar verzonden betalingsberichten;

3° een register van de betaalde retributies;

4° een register van de onbetaalde retributies, met vermelding van de maandelijkse retributies die geheel of gedeeltelijk verschuldigd blijven na afloop van een termijn van negentig dagen die begint te lopen op de datum waarop het betalingsbericht toegestuurd wordt.

De registers kunnen in de vorm van elektronische databanken aangelegd worden.

§ 2. Als ze erom verzocht worden, laten de leveranciers de administratie, de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest, of de met dat ambt beklede ambtenaar, of de met de invordering belaste ambtenaar ter plaatse elk stuk inkijken dat nodig is voor de controle op de goede uitvoering van de verplichtingen opgelegd krachtens de bepalingen van het decreet betreffende de retributie of van dit besluit.

Onverminderd het recht van de administratie, de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest, of de met dat ambt beklede ambtenaar, of van de met de invordering belaste ambtenaar om mondelinge inlichtingen te vragen, verstrekkt elke leverancier die erom verzocht wordt, hen binnen de maand na het verzoek elk nuttig gegeven, hetzij schriftelijk, hetzij d.m.v. een drager waarvan de specificiteiten bepaald worden door de Ministers van Begroting en Energie.

Art. 4. § 1. Het totaalbedrag van de in de loop van een kwartaal geïnde retributies wordt uiterlijk de dertigste dag van de maand na elk kwartaal van het kalenderjaar door de leveranciers gestort aan de ambtenaar die voor de invordering instaat.

Als bewijs van elke storting bezorgen ze de met de invordering belaste ambtenaar op dezelfde datum een uitreksel uit het register van de betaalde retributies dat op bedoeld kwartaal slaat. Onverminderd § 3, eerste lid, mogen de leveranciers het retributiebedrag niet terugbetaLEN aan de belastingplichtigen, noch deze laatsten vrijstellen van de retributiebetaling.

§ 2. De leveranciers maken melding van de retributie in alle rappelbrieven die de belastingplichtige toegezonden worden vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 3, § 1, 4°.

Ze bezorgen de met de invordering belaste ambtenaar uiterlijk de twintigste dag van de maand een uitreksel uit het register van de onbetaalde retributies dat is opgemaakt op de laatste dag van de maand voorafgaand aan die van de verzending.

De met de invordering belaste ambtenaar zorgt voor de invordering van de onbetaalde retributies, onverminderd het vierde lid.

Het totaalbedrag van de onbetaalde retributies die naderhand door elke leverancier geïnd worden, wordt maandelijks overgemaakt aan de met de invordering belaste ambtenaar.

Als bewijs van elke storting bezorgen de leveranciers de met de invordering belaste ambtenaar een uitreksel uit het register van de onbetaalde retributies dat op bedoelde maand slaat en dat enkel geldt voor de belastingplichtigen voor wie de leveranciers een storting verrichten en waarin bovendien de innings- of, bij gebreke hiervan, de verrekeningsdata worden vermeld.

De storting bedoeld in het vorige lid mag in geen geval gelijkgesteld worden met die bedoeld in § 1.

§ 3. Behalve voor retributies die na afloop van de in artikel 3, § 1, 4°, bedoelde termijn onbetaald blijven, hebben de leveranciers machtiging om verhoogde of verminderde retributiebedragen te innen of terug te betalen na rechting van een verkeerde berekening van de geleverde jaarlijkse elektriciteits- of gashoeveelheid.

Voor onbetaalde retributies maken de leveranciers een nieuwe factuur of een kredietnota op en bezorgen ze de met de invordering belaste ambtenaar maandelijks een uitreksel uit het register van de onbetaalde retributies dat slaat op de maand voorafgaand aan die van de verzending en dat enkel geldt voor de belastingplichtigen voor wie een rechting is uitgevoerd.

De met de invordering belaste ambtenaar zorgt voor de inning van het verschuldigde bedrag of voor de terugbetaling van het niet-verschuldigde bedrag.

De krachtens de §§ 1 en 2 overgemaakte uitreksels uit de registers van de betaalde en onbetaalde retributies bevatten een uitvoerige omschrijving van de in deze paragraaf bedoelde verrichtingen voor het kwartaal en de maand waarop ze slaan.

Art. 5. De uitreksels en stukken bestemd voor de administratie of de met de invordering belaste ambtenaar worden elektronisch overgemaakt door de leverancier, behoudens afwijking verleend door de administratie of de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie.

HOOFDSTUK IV. — *Invordering*

Art. 6. Als de belastingplichtige de retributie niet betaalt binnen de termijnen en volgens de procedure bedoeld in dit besluit, wordt de onbetaalde retributie door de met de invordering belaste ambtenaar geïnd overeenkomstig de artikelen 35 tot 57 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Art. 7. De betalingen van de leveranciers hebben uitwerking met ingang van de valutadatum van het rekeningsuitreksel van de met de invordering belaste ambtenaar, dat als betalingsbewijs geldt.

Van rechtswege en zonder aanmaning is vanaf de dag na de vervaldag interest verschuldigd tegen de wettelijke rentevoet.

HOOFDSTUK V. — *Diverse bepalingen*

Art. 8. De Ministers van Begroting en Energie bepalen de technische bijzonderheden en de modaliteiten voor de overdracht van de bestanden bedoeld in artikel 5, alsmede de vorm, inhoud en drager van de registers, boeken en uitreksels bedoeld in dit besluit.

Art. 9. Onverminderd de artikelen 40 tot 42 van het decreet is de retributie betaalbaar in handen van de met de invordering belaste ambtenaar.

Art. 10. § 1. De retributie wordt betaald d.m.v. :

1° een storting of een overschrijving op de rekening-courant van de met de invordering belaste ambtenaar of van de leverancier als hij voor de inning instaat;

2° een postwissel ten gunste van de met de invordering belaste ambtenaar of van de leverancier als hij voor de inning instaat.

§ 2. Als de belastingplichtige het bij het aanslagbiljet of het betalingsbericht gevoegde formulier niet gebruikt, vermeldt hij het bedrag van de belasting op zijn betalingsformulier.

§ 3. Behoudens andersluidende voorschriften gelden de volgende stukken als betalingsbewijs :

1° voor stortingen en postwissels, de ontvangstbewijzen met postdatum;

2° voor overschrijvingen, de rekeningsuitreksels en de desbetreffende bijlagen.

Als de minister met een andere betalingswijze instemt, worden de bewijsstukken door hem bepaald.

Art. 11. De betaling van de belasting heeft uitwerking :

1° voor betalingen verricht op een postkantoor, door storting of met een wissel, op de postdatum vermeld op het document;

2° voor de in de handen van een gerechtsdeurwaarder verrichte betalingen en voor beslagopbrengsten, op de datum waarop de fondsen in de handen van de gerechtsdeurwaarder worden overgemaakt;

3° voor overschrijvingen, op de datum van het rekeninguittreksel van de met de invordering belaste ambtenaar, dat als betalingsbewijs geldt;

4° voor de bij een leverancier verrichte betalingen, op de datum van zijn rekeninguittreksel.

Als de minister met een andere betalingswijze instemt, bepaalt hij de datum waarop de betaling uitwerking heeft.

Art. 12. De bepalingen van de artikelen 15 tot 23 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen zijn van toepassing.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 14. De Minister van Begroting en de Minister van Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2852

[C — 2003/27627]

26 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment le chapitre X;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte impose aux fournisseurs et gestionnaires de réseau de remettre à la CWAPE un nombre de certificats verts correspondant au quota qui leur est imposé avant le quinzième jour du mois qui suit un trimestre écoulé;

Considérant que l'échéance dont il est question ci-dessus arrive le 15 juillet prochain;

Considérant qu'il ne peut être question de pénaliser des fournisseurs et gestionnaires de réseau à la suite d'une contrainte inappropriée en matière de délai administratif;

Considérant que le délai de quinze jours est trop court et que son allongement est souhaitable;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, les mots « avant le quinzième jour du mois qui suit un trimestre écoulé » sont remplacés par « avant la fin du deuxième mois qui suit un trimestre écoulé ».

Art. 2. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 juin 2003.

Namur, le 26 juin 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2852

[C — 2003/27627]

26. JUNI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Kapitels X;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms;